

REMARQUES DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, FIDEL CASTRO RUZ AU SUJET DU TRAFIC DE DROGUES ; LE 26 JUILLET 1999 À CIENFUEGOS, CUBA [1]

Fecha:

26/07/1999

Comme vous le savez, notre pays a dû ouvrir en juin 1989 un procès douloureux, la cause n° 1, par suite de la conduite irresponsable et inconcevable de plusieurs compagnons, dont certains avaient accumulé des mérites et des antécédents révolutionnaires incontestables, mais qui ont mis en danger non seulement le prestige et l'énorme autorité morale acquis pendant des décennies de luttes héroïques par des institutions aussi vitales pour la Révolution que les Forces armées révolutionnaires et le ministère de l'Intérieur, mais jusqu'à la sécurité même du pays. C'était un fait sans précédent. Le procès, public et absolument transparent, s'est déroulé en présence des médias. Jamais un procès n'avait reçu une telle publicité. Au point que le Conseil d'État a discuté du recours en grâce devant les caméras de télévision, sous les yeux du pays et du monde. Ses vingt-neuf membres ont exposé leurs vues et leurs raisonnements. L'accord a été unanime. La sanction devait être exemplaire et elle l'a été.

Le procès a permis d'analyser la situation qui découlait des violations incessantes de l'espace aérien cubain. Notre pays, long et étroit, est traversé par trois couloirs qu'empruntent chaque jour en moyenne deux cent soixante-dix-sept avions de lignes régulières et autres, autorisés normalement sur demande préalable. Mais on détectait pourtant, fréquemment, des avions volant à des altitudes basses et moyennes sans préavis ni autorisation. Ce qui est justement la façon de faire des appareils de trafiquants de drogues qui désobéissaient en règle générale aux ordres des autorités aériennes et se moquaient en plein jour de n'importe quel avion d'interception en faisant des balancements d'ailes typiques pendant les quelques minutes qui suffisent à traverser notre île du sud au nord. Une fois en mer, ces avions larguaient leurs cargaisons de poison, dans les douze milles d'eaux territoriales ou à l'extérieur. Il fallait donc lancer un avertissement énergique.

Aussi, le ministère des Forces armées révolutionnaire a-t-il émis, le 24 juin 1989, une note informant que tout avion pénétrant illégalement dans notre espace aérien et refusant d'obéir aux sommations d'atterrissage à des fins d'inspection, serait abattu.

Le chef de la Section d'intérêts des États-Unis (SINA) à La Havane a, dès le lendemain, remis un message - sous forme de document officiel - au ministère des Relations extérieures dont la teneur était la suivante : le gouvernement nord-américain se félicitait de n'importe quelle action légitime entreprise par le gouvernement cubain en vue d'empêcher le trafic de drogues dans son territoire, dans ses eaux juridictionnelles et dans son espace aérien, mais s'inquiétait de la décision de tirer sur des avions, car il se pouvait que certains d'entre eux ne puissent pas répondre à nos sommations par erreur ou par manque de communication ou pour une difficulté d'une autre nature, et demandait donc aux autorités pertinentes de la modération.

Ce même jour, 25 juin, l'administration fédérale de l'aviation des États-Unis faisait état devant nos autorités de l'aéronautique civile de leur préoccupation devant la politique annoncée la veille de tirer sur des avions suspects ne répondant pas aux sommations d'atterrissage.

Le lendemain, 26 juin, Richard Boucher, porte-parole du département d'État, tout en se félicitant de «n'importe quelle action légitime visant à empêcher le trafic de drogues» invitait le gouvernement

cubain à prendre les précautions requises et à faire preuve de modération pour éviter des pertes de vies innocentes.

Le 27 juin, notre ministère des Relations extérieures remettait à la Section d'intérêts des États-Unis la note n° 1268 dans laquelle il ratifiait la détermination résolue de Cuba de renforcer par tous les moyens possibles sa lutte contre le trafic de drogues à proximité de son territoire, y compris en faisant observer strictement le régime de survol international de l'espace aérien dont elle est responsable.

Le 28 juin, le président Bush déclarait au El Nuevo Herald qu'il jugeait comme positive la décision du gouvernement cubain de juger des officiers impliqués dans du trafic de drogues.

En fin de compte, l'ordre n'a jamais pu s'exécuter, même pas à titre de leçon. En effet, découvrir la violation de l'espace aérien sur les radars, transmettre l'information à une base aérienne, faire décoller un avion d'interception, l'orienter ensuite sur le point lointain où se déplace un petit objectif, même de jour, attendre que le pilote le découvre et en informe, puis lui faire parvenir des instructions, prend plus de temps qu'il n'en faut à un avion en infraction pour traverser notre territoire étroit et sortir en eaux internationales. De plus, pour éviter les risques, les trafiquants de drogues volent généralement de nuit à faible altitude, même au-dessus de terrains irréguliers. Les centaines de milliers de dollars qu'il touche par vol fait de chaque pilote un pilote-suicide. Nos forces de l'air ont perdu des appareils de combat et des vies en tentant de repérer des violations de ce genre. Une garde intensive et permanente, de jour et de nuit, en temps de paix, serait ruineuse et éreintante pour les hommes et les équipements. Qui plus est, le risque d'abattre un avion d'aventuriers sans rapport avec le trafic de drogues était réel.

Les États-Unis possèdent, eux, des avions dotés de moyens techniques et d'appareils de communication excellents, spécialement conçus pour repérer un avion, le suivre en eaux internationales ou sur toute l'étendue de leur immense territoire s'il y pénètre, et ce jusqu'à ce qu'il se débarrasse de sa cargaison ou se trouve en panne de combustible et doive atterrir.

Les intrigues n'ont pas tardé à commencer.

· Le 11 juillet, notre ministère des Relations extérieures convoque le chef de la Section d'intérêts pour lui remettre la note n° 1376, dans laquelle Cuba rejette énergiquement des déclarations de fonctionnaires nord-américains relatives à de prétendus largages de drogue en eaux territoriales cubaines non réprimées par les autorités pertinentes. La note éclaire les détails des largages survenus les 7 et 8 juillet et les efforts consentis par nos forces pour les repérer et les contrôler. Elle affirme que, faute d'une position sérieuse et constructive des États-Unis, aucune coopération sincère et efficace ne sera possible. Elle réitère la disposition de Cuba à coopérer et son attente de propositions précises de la part du gouvernement nord-américain.

· Le 20 juillet, la presse informe que quatre sénateurs ont adressé une lettre à Fidel Castro pour lui demander des informations sur le cas Ochoa.

· Le 24 juillet, Richard Chaney, secrétaire de la Défense, affirme que ce qu'il se passe à Cuba est plus qu'une lutte contre la corruption et le trafic de drogues.

· Les 25 et 26 juillet, le groupe de travail de la Chambre des représentants sur le Contrôle international du trafic de drogues et la sous-commission du Sénat sur le Terrorisme, le Trafic de drogues et les Opérations internationales se réunissent en audience, le représentant du gouvernement indiquant que la Maison-Blanche avait demandé à Cuba de l'informer du résultat de l'investigation et réitérant à plusieurs reprises l'intérêt de Washington de "mettre Cuba à l'épreuve" dans ce domaine.

· Le 26 juillet, Ricardo Alarcón, vice-ministre des Relations extérieures, nie que les États-Unis aient fourni des renseignements à Cuba ces dix-huit derniers mois au sujet de la participation de fonctionnaires cubains au trafic de drogues.

- Le 2 août, Richard Thornburgh, l'Attorney General, doute devant la commission des Relations extérieures du Sénat des possibilités de coopérer avec Cuba dans la lutte contre le trafic de drogues, dans la mesure où La Havane a ignoré les efforts de Washington dans ce sens.
- Toujours le 2 août, le vice-président Dan Quayle se dit intrigué de l'annonce de Fidel Castro selon qui Cuba adopterait des mesures sévères contre le trafic de drogues.
- Le 7 août, Granma publie un éditorial dénonçant la campagne de mensonges orchestrée aux États-Unis relative à une prétendue participation de Cuba au trafic de drogues et fixe clairement la position du gouvernement et son offre de coopération avec les États-Unis en la matière.
- Le 17 août, un trafiquant de drogues colombien, déclarant devant le Comité d'Affaires judiciaires du Sénat, prétend lier Cuba à ses activités illégales.
- Le 1er septembre, le ministère des Relations extérieures, en réponse à la note n° 357 de la Section d'intérêts où celle-ci demandait une coopération en vue d'arrêter et d'expulser douze trafiquants de drogues d'origine colombienne recherchés aux États-Unis, lui remet la note n° 1694 dans laquelle le gouvernement cubain se félicite et sait gré de l'information transmise, tout en réitérant que Cuba ne sera jamais un refuge de trafiquants de drogues, mais qu'elle resterait de toute façon vigilante, et réaffirmant sa disposition de se joindre aux efforts de la communauté continentale dans la lutte contre le trafic de drogues.

Je parle, vous le voyez, de faits survenus en 1989. Pourtant, les différentes administrations nord-américaines n'ont jamais accepté, depuis, d'envisager un accord de coopération entre nos deux pays pour lutter contre le trafic de drogues, alors que nous avons souscrit des accords fructueux avec vingt-trois pays importants d'Amérique latine, d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, et que nous coopérons avec les services antidrogues de treize autres pays avec lesquels nous n'en avons pas encore signé.

Dix ans plus tard, le 25 mai 1999, The Washington Post, qui n'est pas souvent amical envers la Révolution cubaine et qui est bien plutôt critique, publie deux articles sur les efforts que consent Cuba dans la lutte contre le trafic de drogues, signé du journaliste Douglas Farah.

Le premier article s'intitule : «Cuba lutte en cavalier seul contre les drogues», accompagné d'un sous-titre qui affirme : «La position du Congrès entrave le rôle des États-Unis». Voilà ce qu'il dit :

« Caye Confites (Cuba). Sur cette portion de terre sablonneuse à proximité de la côte Nord de Cuba, la seule ligne de défense contre les trafiquants de drogue colombiens qui se dirigent vers les États-Unis consiste en un vieux patrouilleur soviétique, un système de radar britannique d'une portée d'une dizaine de kilomètres et quinze soldats cubains.

« Nous sommes témoins d'un accroissement systématique de la quantité de drogues larguée depuis des avions et récupérée ensuite par des vedettes rapides qui les retirent de nos eaux", affirme le colonel Fredy Curbelo, un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur qui a accompagné récemment un reporter nord-américain dans une grande tournée sans précédents dans des installations antidrogues de Cuba communiste. "Nos vedettes soviétiques ont vingt ans et peuvent atteindre vingt-sept noeuds, tandis que celles des trafiquants de drogues peuvent filer sans mal quarante-cinq noeuds. Nous faisons ce que nous pouvons avec nos moyens, mais ceux-ci sont limités."

« Malgré les graves problèmes économiques de Cuba, aggravés par l'effondrement de son patron soviétique en 1989, le gouvernement du président Fidel Castro renforce ce que des experts antidrogues d'Europe et des États-Unis qualifient d'efforts sérieux, mais limités dans ses moyens, pour bloquer l'afflux de drogues illégales à travers Cuba.

« Le programme de Castro a tant impressionné des autorités de police nord-américaines qu'elles

aimeraient coopérer davantage avec leurs contreparties cubaines qui leur ont fourni une aide discrète dans plusieurs cas importants. Le hic, c'est que quelques membres du Congrès, avec le soutien de nombreux Cubano-Américains, s'opposent catégoriquement à toute coopération entre La Havane et Washington, dont les relations diplomatiques sont coupées depuis 1961.

« À notre avis, cette politique n'a pas de sens », a affirmé un haut fonctionnaire nord-américain. "Nous ne pouvons pas fermer la Caraïbe [au trafic de drogues] sans traiter avec Cuba, qui s'est montrée disposée à coopérer avec nous à partir de l'information que nous lui transmettons. C'est une grande brèche qu'il faut colmater.

« Située à seulement cent cinquante kilomètres de la Floride, Cuba est un endroit idéal de transbordement de drogues illicites destinées aux États-Unis, affirment ces fonctionnaires nord-américains qui estiment qu'environ 30 p. 100 de la cocaïne entrant aux USA depuis la Colombie passe à travers la Caraïbe. Or, la coopération antidrogue se borne pour l'instant à des échanges d'informations, cas par cas, entre les garde-côtes nord-américains et les garde-frontières cubains par télécopieur ou par un système de télex démodé.

« En revanche, la coopération antidrogues ne cesse de croître entre Cuba et des alliés des États-Unis tels que la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Colombie et la France. Des fonctionnaires cubains affirment qu'ils se réjouiraient de pouvoir renforcer la coopération avec les USA dans la lutte contre les trafiquants de drogues, même en l'absence de progrès relatif à la levée de l'embargo économique nord-américain contre l'île.

« S'il y a un secteur où nous pourrions travailler ensemble, c'est bien celui-ci, et vous devriez y penser", affirme Ricardo Alarcón, président de l'Assemblée nationale de Cuba et l'homme de pointe du gouvernement en ce qui concerne les relations avec les États-Unis. "Cela dénote une absence de volonté de la part des USA. Les deux parties tireraient profit d'une coopération plus large et plus systématique", ajoute Alarcón.

« Un peu avant, ce mois-ci » [rappelez-vous que l'article est de mai], Barry R. McCaffrey, responsable de la politique antidrogues de l'administration Clinton, a affirmé que les États-Unis « devrait probablement être disposés à stimuler le dialogue avec les autorités cubaines en matière de coopération antidrogues ». Mais McCaffrey est la cible d'attaques de législateurs cubano-américains et de leurs alliés au Congrès qui soutiennent depuis longtemps que le gouvernement castriste non seulement ne lutte pas contre les trafiquants de drogues, mais les aide.

« Dans une lettre datée du 30 décembre 1998, les législateurs républicains Lincoln Díaz-Balart (Floride), Ileana Ros-Lehtinen (Floride) et Dan Burton (Indiana) ont exigé que McCaffrey s'attaque à "la question de la participation du gouvernement cubain au trafic de drogues et entreprenne toutes les actions requises pour faire en sorte que l'administration Clinton cesse d'occulter cette réalité".

« Fortement irrité, McCaffrey, un général à la retraite, a répondu le 28 janvier qu'il s'était senti "insulté" par le ton de la lettre, a nié "catégoriquement" qu'il occultait quoi que ce soit et a affirmé ne pas disposer "de preuves concluantes indiquant que les autorités cubaines soient impliquées dans cette activité criminelle".

« Malgré les commentaires de McCaffrey et les réclamations du département de la Justice, des services antidrogues (DEA) et des services de garde-côtes, il n'existe pas de plans pour améliorer la coopération dans ce domaine entre les deux pays », ont affirmé de hauts fonctionnaires de l'administration Clinton. « Toutefois, ont-ils ajouté, en l'absence d'un accord formel, les deux pays peuvent continuer de coopérer cas par cas. Tout projet plus ambitieux, ont-ils dit, déclencherait une réaction politique au Congrès et mettrait en danger les canaux informels entre les services de police nord-américain et cubain.

« Nous ne disons pas que nous ne sommes pas prêts à faire plus avec eux à un moment donné, mais

rien n'est envisagé pour l'instant", a dit un fonctionnaire de l'administration.

« Avec ses 67 000 kilomètres carrés d'eaux territoriales et ses 4 195 îlots et cayes, Cuba est un paradis pour les contrebandiers, signale le journaliste. Le gros de la cocaïne embarquée à travers Cuba est larguée par de petits avions volant à faible altitude près de cayes inhabités et récupérée ensuite par des trafiquants sur des vedettes rapides qui la conduisent ensuite vers de plus gros bateaux en route vers les États-Unis ou d'autres destinations comme le Mexique, Haïti et la Jamaïque.

L'ambassadeur britannique à La Havane, David Ridgway, a décrit la coopération antidrogues entre son pays et Cuba - qui inclut 400 000 dollars par an pour une formation fournie par la Grande-Bretagne - comme "de première classe". Interviewé à La Havane, il a affirmé que "l'engagement politique [de Cuba] est très résolu. Nous sommes satisfaits, parce que notre argent est bien dépensé."

« C'est grâce à l'aide britannique que les fonctionnaires d'immigration de l'aéroport peuvent maintenant concevoir des profils de passagers permettant de déterminer ceux qui pourraient être impliqués dans le trafic de drogues. Depuis 1994, début du boom touristique, Cuba a arrêté 215 étrangers sous l'accusation de trafic de drogues. Ce sont des chiens entraînés en France qui flairent les bagages.

« Cuba axe aussi ses efforts antidrogues sur les nouvelles zones franches où le gros des marchandises sont embarquées sans inspection, ce qui en fait les favorites de trafiquants de drogues. Ainsi, le 3 décembre dernier, la police colombienne a capturé 7,7 tonnes de cocaïne à Cartagène, expédiées en Espagne via Cuba. Les autorités cubaines et colombiennes ont estimé que cette route avait été utilisée au moins trois fois avant d'être découverte.

« Les autorités cubaines disent être motivées par leur désir d'éviter que la consommation de drogues ne prenne de la force dans l'île où elle a virtuellement été inconnue depuis le triomphe de la Révolution en 1959. Mais, selon elles, à mesure que le tourisme a apporté des influences de l'étranger et des dollars nord-américains, la marijuana, la cocaïne et le crack ont commencé à s'infiltrer dans l'île.

« Selon le ministère de l'Intérieur, les autorités cubaines ont découvert trente largages de cocaïne entraînés par le courant vers les côtes, l'an dernier, contre seulement douze en 1994, des largages dus au fait que les trafiquants perdent leurs points de contact ou se débarrassent à dessein de leur cargaison pour éviter d'être arrêtés. Le nombre de largages récupérés dans les trois premiers mois de l'année s'est déjà monté à soixante-huit.

« Castro a reconnu dans un discours, le 5 janvier dernier, que le trafic de drogues est un problème croissant, a informé que 1 216 personnes étaient incarcérées pour des questions de drogues et s'est plaint que certaines gens avaient dissimulé de la drogue de ces largages au lieu de la remettre à la police ».

Le second article de ce même journaliste dans le même journal de la capitale des États-Unis s'intitule : «L'équipe Cuba-USA marque un beau but».

« La Havane. Des agents du service de garde-côtes des États-Unis regardaient avec frustration, le 1er octobre 1996, comment le cargo Limerick, battant pavillon hondurien, abandonné par son équipage, à moitié coulé, dérivait dans les eaux cubaines, hors de leur portée. Or, ce cargo transportait une grande quantité de cocaïne. [...]

« Alertées par un appel des garde-côtes relayé à travers les canaux diplomatiques britanniques, les autorités cubaines remorquèrent le bateau jusqu'à la côte et, avec l'aide d'agents nord-américains [c'est nous qui les avons invités en fait], découvrirent la cargaison occulte qu'elles remirent aux autorités nord-américaines afin qu'elle serve de pièces à conviction au cours du procès contre le capitaine et l'équipage. Des garde-frontières cubains se rendirent même en avion à Miami pour témoigner.

« Elles se sont montrées très coopératives, avait alors affirmé James Milford, sous-directeur de la DEA à

l'époque. "Sous quelque angle que vous l'envisagiez, elles méritent beaucoup d'estime."

« Les États-Unis continuent d'interdire la majorité du commerce avec Cuba, et les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques depuis 1961. Mais les autorités de police des deux pays affirment que la coopération sans précédent engagée dans le cas du Limerick prouve que les différends politiques ne sont pas un obstacle dans la recherche d'un objectif commun.

« Le cas débuta quand les garde-côtes, agissant à partir d'une information des services de renseignements, arraisonnèrent le cargo en eaux internationales, au nord de Cuba, soupçonnant qu'il emportait deux tonnes de cocaïne ». [Il devrait dire en fait "au sud de Cuba, au sud d'Oriente, mais c'est ce que dit l'article.] « Mais, tandis que les garde-côtes abordaient le cargo, l'équipage de onze hommes tenta de le couler, si bien qu'il fallut l'évacuer et l'abandonner.

« Passant par l'intermédiaire des Britanniques, les garde-côtes demandèrent aux garde-frontières cubains de tenter de sauver le cargo de 220 pieds, alors en eaux cubaines, qui faisait eau et était sur le point de couler, selon des fonctionnaires nord-américains, britanniques et cubains. Les Cubains acceptèrent et remorquèrent le cargo jusqu'à la côte.

« Se fondant sur des renseignements nord-américains, les autorités cubaines entreprirent de démanteler le cargo et découvrirent une cargaison occulte de près de deux tonnes de cocaïne, selon le lieutenant-colonel Oscar García, sous-chef de la police antidrogues cubaine. Les USA fournirent ensuite de nouveaux renseignements selon lesquels le cargo, qui avait appareillé de Baranquilla, en Colombie, pouvait contenir davantage de cocaïne.

« Les Cubains acceptèrent que des fonctionnaires de la DEA et du département de Justice des USA [la vérité, c'est que c'est nous qui les avons invités à participer] se joignent à eux dans la première opération conjointe antidrogue entre les deux pays, selon des fonctionnaires nord-américains et cubains.

« Après avoir passé deux semaines à démanteler le cargo, les enquêteurs des deux pays découvrirent six tonnes de cocaïne de plus, soit huit tonnes au total, une des plus grandes saisies de cocaïne dans l'histoire ». [Un peu moins, si je me souviens bien, presque sept.]

Voilà l'essentiel des deux articles du Washington Post.

Il faut ajouter que nous n'avons pas coopéré seulement dans le cas du Limerick. Voilà quelques semaines, la coopération de Cuba a permis d'arraisonner dans la Caraïbe le cargo China Breeze, de la compagnie maritime Babuch Marin Inc., qui transportait quatre tonnes de cocaïne.

Le 28 mai 1999, aux environs du caye Confites, au nord de Camagüey, les garde-frontières ont arraisonné une vedette rapide qui venait récupérer la cargaison larguée par un petit avion qui, poursuivi par un appareil de la défense antiaérienne cubaine, a été contraint de se débarrasser de la drogue à un endroit de rendez-vous non prévu. Le chargement se montait à 449 kilos de cocaïne.

Le 31 mai, il y a moins de deux mois, la coopération de Cuba a permis d'arraisonner en haute mer le cargo Castor qui transportait quatre tonnes de cocaïne.

Notre pays, dans sa lutte antidrogues, a, de 1970 à 1999, arrêté 693 trafiquants de drogue étrangers. De 1970 à 1990, soit un peu moins, vingt ans, il a arraisonné et saisi 30 avions et 73 bateaux, dont 84 immatriculés aux États-Unis. Par ailleurs, Cuba n'a jamais fabriqué ni exporté de drogues. Elles sont toutes produites ailleurs, exportées et transportées d'ailleurs.

À peine deux semaines après les articles du Washington Post, dans la première quinzaine de juin, j'ai reçu un législateur républicain nord-américain, éminent et prestigieux. J'ai constaté qu'il s'agissait de quelqu'un d'expérimenté et de sérieux avec qui on pouvait soutenir une conversation profonde et

franche. J'omets son nom par discrétion, car je ne veux pas le mêler à ce débat sans lui avoir demandé son autorisation. Et l'un des points les plus importants que nous avons abordés a justement été le trafic de drogues. Je vais vous lire les extraits essentiels des notes prises à ce sujet, car la conversation sur ce point a été bien plus longue.

Quand il m'a demandé si Cuba et les États-Unis travaillaient de concert, actuellement, pour combattre le trafic de drogues, je lui ai répondu : la coopération est modeste.

Quand il m'en a demandé les raisons, je lui a dit franchement que nous avons été pendant quarante ans des gendarmes dans les Caraïbes contre le trafic de drogues, et non parce que les trafiquants voulaient en introduire à Cuba, mais parce que, durant cette longue période de temps, nous avons dû nous défendre d'attaques pirates, d'infiltrations d'hommes, d'armes et d'explosifs, d'avions qui violaient notre espace aérien pour larguer des bombes, des produits inflammables, des armes, des substances biologiques. Et que nous les obligeons à atterrir chaque fois que nous le pouvions. Qu'à cette époque, et pendant de nombreuses années, les avions obéissaient à nos sommations - nous n'en avons jamais abattu un seul, que je me souviens - mais que, lorsque les trafiquants de drogues s'étaient rendus compte que personne ne leur tirait dessus s'ils n'obéissaient pas, ils avaient cessé d'obéir. Nous ne les capturions alors que lorsqu'ils devaient atterrir pour des raisons techniques. C'est ainsi que nous avons intercepté un certain nombre d'avions et surtout de nombreux bateaux de trafiquants, dont les équipages étaient automatiquement arrêtés et jugés, sans une seule exception.

Je lui ai expliqué que les faits jugés au titre de la cause n° 1 l'avaient été sous le chef d'accusation de trahison, dans la mesure où d'importants officiers du ministère de l'Intérieur et un chef militaire éminent qui avait même reçu une haute distinction pour ses mérites en temps de guerre avaient participé à l'organisation d'un trafic de drogues à travers notre pays, quelque chose d'extrêmement grave qui avait mis en danger le prestige et la sécurité de la nation.

Que le prétexte avancé par ceux qui l'avaient organisé : aider le pays, était proprement incroyable. Ils touchaient mille dollars par kilo de drogue. Il était stupide de penser ou de croire, à Cuba et ailleurs, qu'un pays dont les importations se chiffraient à huit milliards de dollars par an pouvait régler des problèmes en collectant mille dollars par kilo de drogue en transit. Au total, ils avaient contribué au trafic d'environ quatre tonnes de drogues pendant deux ans, avant d'être découverts.

J'ai dit à mon visiteur que si les trafiquants de drogues payaient un milliard ou cinq milliards de dollars, ou s'ils épongeaient toute la dette extérieure de Cuba, eh ! bien, la Révolution n'accepterait jamais le transit d'un seul kilo de drogues (applaudissements), parce que notre pays valait bien plus que ça, que l'oeuvre réalisée dans les domaines de la santé, de l'éducation et bien d'autres choses de justice élémentaire, au prix de nombreuses vies, valait bien plus que cette somme, que la vie d'un seul être humain valait bien plus (applaudissements), et que nous avons dû sacrifier bien des vies.

Que la logique la plus élémentaire indiquait que seul un gouvernement de voleurs et de crétins était capable de se lancer dans ce genre d'affaires. Et que si nous étions un gouvernement de voleurs, nous n'aurions pas besoin de drogues pour obtenir des richesses, comme d'autres l'ont fait ailleurs et à différentes époques. Mais que ce gouvernement-là n'existerait sûrement plus depuis longtemps, parce que notre peuple révolutionnaire, instruit et conscient, ne le soutiendrait pas et ne le tolérerait jamais (applaudissements).

Qu'aucun pays n'était mieux préparé que Cuba pour lutter contre la drogue dans nos eaux et dans nos frontières.

Je lui ai parlé du cargo que nous avons sauvé et arraisonné voilà trois ans au sud de la région orientale de Cuba, qui était en train de couler parce que son équipage avait ouvert une voie d'eau, une fois abordé par un garde-côte nord-américain, pour empêcher la saisie de la cargaison et de preuves, que le courant avait entraîné dans nos eaux et qui avait été sauvé par nos garde-frontières. On avait découvert à bord presque sept tonnes de cocaïne d'une grande pureté. Nous en avons informé le

département antidrogues des USA et lui avons demandé de participer à la recherche. Tout s'est fait en silence, et nous lui avons remis la drogue et la documentation, dont il disait avoir besoin comme preuve à conviction au cours du procès.

Que nous collaborerions dans la mesure du possible dans la lutte contre le trafic de drogues, comme nous le faisons pour le trafic d'immigrants, mais que le gouvernement nord-américain, pour des raisons strictement politiques, n'avait pas voulu signer le moindre accord en vue d'un programme de collaboration systématique et sérieux. Que, compte tenu de la façon dont opèrent les trafiquants par air et par mer, il était très difficile d'intercepter et de faire atterrir, de jour ou de nuit, un petit avion qui refusait de le faire.

Que les drogues étaient larguées à une distance allant de huit à trente-deux kilomètres des côtes cubaines. Qu'avant, si elles aboutissaient sur des cayes ou sur la terre ferme, entraînées par le courant, les gens les remettaient spontanément aux autorités, parce qu'il n'y avait pas de dollars dans notre pays, mais qu'il fallait faire maintenant un grand effort de persuasion et d'organisation pour obtenir la coopération des habitants du coin. Qu'il avait fallu durcir les sanctions contre le trafic interne, car un marché réduit avait commencé à se mettre en place.

Je lui ai aussi expliqué ce qu'il s'était passé avec deux prétendus hommes d'affaires espagnols qui avaient créé une société d'économie mixte dont le véritable but, comme l'on l'a su après, était de transborder des drogues à travers Cuba jusqu'en Europe, en remplissant les doubles parois des conteneurs où ils importaient depuis la Colombie des matières premières destinées à leur usine et qui leur servaient ensuite à expédier des produits finis en Espagne. Que, compte tenu d'une telle escroquerie et des graves risques que cela entraînait pour le pays, nous avons été contraints de fixer les sanctions les plus sévères pour le trafic de drogues à grande échelle à travers notre pays.

Permettez-moi d'ouvrir une parenthèse avant de poursuivre. En fait, on aurait pu capturer ces prétendus «hommes d'affaires». Il aurait suffi que les autorités colombiennes pertinentes, appliquant les accords signés avec nous, nous aient informés au sujet d'une certaine quantité de drogues saisie en Colombie, dissimulée dans les doubles parois de plusieurs conteneurs appartenant à ces prétendus hommes d'affaires. Or, elles en ont informé fin décembre, mais en public.

Si elles avaient coordonné les choses avec nous, on aurait pu les capturer facilement, mais elles ont fait cette déclaration publique, ajoutant en plus que ces conteneurs étaient destinés à Cuba, ce qui était une information incomplète, confuse et curieuse. Je l'ai analysée, moi aussi publiquement, le 5 janvier, quelques jours après cette information, parce que j'étais vraiment irrité qu'on ait parlé de drogues saisies en Colombie et destinées à Cuba, comme si nous importions tout tranquillement ce genre de marchandises. J'ai protesté contre cette façon de faire.

Résultat ? Eh ! bien, ces types-là sont en Espagne, et libres. Ils ont été arrêtés en janvier pendant plusieurs jours, puis relaxés faute de preuves, aux dires des autorités espagnoles auxquelles nous avons offert toute la coopération requise. En fait, le seul individu capturé en Colombie, c'est le receleur. Ces gens-là ont répondu publiquement à ma déclaration du 5 janvier, proclamant leur innocence, estimant qu'il s'agissait d'une invention pour leur confisquer leur usinette de rien du tout avec laquelle ils ont berné nos fonctionnaires, abusé de la bonne foi d'une entité cubaine à laquelle ils avaient proposé un investissement, une société d'économie mixte qui fabriquerait des objets décoratifs pour lesquels ils disposaient censément de la technique et du marché.

Ces messieurs sur lesquels nous possédons des preuves irréfutables auraient dû être arrêtés et retenus en Espagne, en Europe, ou là où ils tentent de se cacher. Si des tas de gens sont condamnés à des dizaines d'années d'incarcération pour des délits moins graves, pourquoi ces deux messieurs continuent-ils de se balader en Europe?

Je reprends le récit de ma conversation avec le législateur nord-américain.

Après lui avoir raconté la tentative de ces deux citoyens espagnols de faire du trafic de drogues à grande échelle via Cuba, je lui ai expliqué qu'il existait aussi des tentatives de trafic à moindre échelle et qu'un groupe de dix-huit personnes, constitué d'Anglais, de Canadiens et de Jamaïcains, avait été arrêté quand il tentait d'introduire cinquante kilos de cocaïne dissimulés dans la doublure de leur costume, qui seront jugés et qui sont passibles des sanctions concernant le trafic à moindre échelle, que nous avons aussi renforcées. Heureusement pour eux, pour ainsi dire, ces faits se sont produits avant ce durcissement des sanctions.

Finalement, quand il m'a demandé si un accord de coopération de lutte antidrogues entre les États-Unis et Cuba aiderait beaucoup, je lui ai répondu que notre île faisait plus de 1 200 kilomètres de long et possédait 5 746 kilomètres de côtes, qu'une conversation sérieuse entre les deux pays dans ce domaine était nécessaire et que nous ne demandions rien en échange, même pas qu'il soit permis aux agriculteurs nord-américains de vendre des produits à Cuba. Que nous agissions pour des raisons morales et que nous l'avions fait pendant quarante ans malgré le blocus des États-Unis. Que nous ne demandions même pas la levée de celui-ci comme condition. Qu'un accord de ce genre serait cinquante fois plus bénéfique aux USA qu'à Cuba, mais qu'il était utile de toute façon aux deux pays, parce que les drogues qui arrivaient en toujours plus grande nombre sur nos côtes nous faisaient du tort.

Quand il m'a interrompu pour me demander si Cuba permettrait aux autorités nord-américaines d'opérer dans nos eaux ou dans notre espace aérien, je lui ai répondu catégoriquement non, parce que les États-Unis n'accepteraient pas, eux, que des bateaux ou des avions cubains pénètrent dans leurs eaux territoriales ou dans leur espace aérien, qu'un accord de ce genre n'était concevable que sur un pied d'égalité, qu'il était stupide, mais vraiment stupide, j'en étais convaincu, que le gouvernement nord-américain, par peur des criaileries des groupes de Miami, n'ait pas encore souscrit un accord avec Cuba en matière de drogues, alors que nous étions disposés à le faire en échange de rien, juste par devoir moral international.

Je lui ai expliqué en toute clarté qu'il pouvait y avoir trois formes de coopération possible : une coopération modeste, une coopération plus importante et plus efficace, une coopération intégrale. Que nos propres ressources suffisaient pour les deux premières, mais que pour une coopération intégrale plus efficace, nous avons besoin de moyens techniques et d'appareils de communication qui n'étaient pas à notre portée, mais pour lesquels nous disposions de tout le personnel qualifié nécessaire.

À la fin de ce thème, je lui ai dit en gros : Je vous prie de demander aux autorités supérieures de votre pays à quel niveau elles souhaitent cette coopération, au niveau actuel, à un niveau plus élevé ou une coopération totale. Je dis tout simplement que nous sommes prêts à n'importe quelle forme de coopération. Et si aucune ne les intéresse, eh ! bien, nous continuerons de faire ce que nous faisons pour notre compte, parce que nous avons le devoir de nous défendre du dommage que peut nous causer le trafic de drogues, parce que c'est un intérêt national et aussi un devoir international. Voilà comment j'ai conclu cette partie de la conversation.

Les articles du Washington Post que j'ai lus plus haut, les déclarations sensées d'autorités importantes, dont de prestigieux législateurs des États-Unis, ont commencé à inquiéter la mafia contre-révolutionnaire de Miami et les législateurs qui sont ses alliés et dont les campagnes sont financées par la Fondation nationale cubano-américaine, une organisation notoirement terroriste qui a conçu et financé les attentats commis à l'explosif contre des hôtels de La Havane en 1997.

C'est quand vous analysez la date où survient chaque chose, les articles du Washington Post du 25 mai, puis, dans la première quinzaine de juin, comme nous le verrons, une série de déclarations de fonctionnaires, de législateurs, d'autorités de la lutte antidrogues et d'autres, plus un projet de loi prônant la négociation d'un accord avec Cuba, que vous vous rendez compte de la façon dont une conspiration commence à se définir puis à dessiner avec précision et à toute allure contre tout type de coopération dans la lutte antidrogue, une conspiration ourdie par la mafia contre-révolutionnaire, ses alliés et ses lobbies qui n'arrêtent pas de travailler, matin, midi et soir, contre Cuba. C'est tout à fait clair, comme vous pourrez le constater.

Le 19 juin, soit presque un mois après les deux articles du 25 mai, et compte tenu de l'atmosphère favorable créée, El Nuevo Herald, un organe de presse qui opère bien souvent au service de cette mafia, publie, sous la plume de la journaliste María Travieso, un article intitulé «Refus catégorique à une lutte antidrogue avec Cuba» :

« L'annonce du département d'État selon lequel des fonctionnaires de l'agence antidrogue et du service des garde-côtes se rendront à Cuba lundi prochain pour coopérer à la lutte contre le trafic de drogues a provoqué vendredi de violentes réactions dans les milieux cubains du Sud de la Floride.

« L'envoi de ces fonctionnaires ne m'a pas surpris. Elle va dans le droit fil de la politique d'apaisement et de coopération de l'administration avec le régime castriste", a affirmé à Miami le législateur républicain de la Floride, Lincoln Díaz-Balart.

« Díaz-Balart, à qui le département d'État a expressément passé un coup de fil pour l'en avertir, s'est montré très contrarié ».

Voyez un peu comment fonctionne le mécanisme, et quels sont les fruits des actions timides et hésitantes du gouvernement devant la virulence et le chantage permanent de la mafia anticubaine : il décide d'envoyer des fonctionnaires ici pour discuter des questions de la drogue et il téléphone avant aux chefs de la mafia pour les informer, très humblement, qu'il va le faire ! Bien entendu, celle-ci glapit, pousse des cris d'orfraie, insulte et menace même l'administration pour l'empêcher par tous les moyens possibles.

« Selon le législateur, quand le gouvernement nord-américain a filtré des informations dans la presse, voilà plusieurs semaines, sur la prétendue aide de Castro dans la guerre contre la drogue, "on a assisté au début de ce qui va se produire lundi".

« Il existe une grande différence, a-t-il ajouté, entre ces réunions-ci et les conversations habituelles au sujet des accords migratoires entre les deux pays. L'administration vient d'admettre [déclare cet insolent] qu'il s'agit d'une coopération dans un domaine où Castro n'a strictement rien à faire, parce que c'est un des plus gros trafiquants de drogue au monde, a ajouté Díaz-Balart.

« La Fondation nationale cubano-américaine, par l'intermédiaire de son président, Alberto Hernández (...) » Justement le propriétaire d'un des deux fusils calibre 50 avec lesquels ils voulaient me tuer sur l'île Margarita, un fusil semi-automatique, à lunette, à rayons infrarouges, d'une portée de 1 400 mètres, capable de traverser un blindage à 400 mètres, ou permettant de tirer sur un avion en train d'atterrir ou de rouler sur la piste, etc.. Eh ! bien, le propriétaire d'un de ces fusils, je le répète, c'est ce monsieur-là. La Fondation est aussi propriétaire d'un bateau que les garde-côtes ont arraisonné par hasard près de Porto Rico, ce qui a permis de découvrir ces puissantes armes. Et voilà comment ils se sont retrouvés aux mains des autorités portoricaines. Oui, l'heureux propriétaire de ce fusil, enregistré tout ce qu'il a de plus légalement à son nom, l'organisateur de l'attentat, se promène en toute liberté aux États-Unis et n'a même pas été inclus dans le procès. C'était le chef de la Fondation. Maintenant, ils ont un fils à papa, et lui, il fait partie de la haute direction, comme toujours. Je reprends la lecture de la dépêche :

« La Fondation nationale cubano-américaine, par l'intermédiaire de son président, Alberto Hernández, a réagi fortement à cette annonce : «C'est tout simplement atroce. Nous allons nous y opposer où qu'il faille. C'est inacceptable pour la communauté cubaine en exil et pour celle de l'île.»

Il s'en est fallu de peu qu'il ne menace de tuer le président des États-Unis ou de lui tirer dessus avec un de ces fusils, si précis et de tant de portée, qu'il achète là-bas!

« Des collègues de Díaz-Balart ont soutenu sa position. La législatrice républicaine de la Floride, Ileana Ros-Lehtinen, a taxé d'absurde l'attitude de l'administration Clinton : «Cela prouve tout simplement que l'administration Clinton meurt d'envie de coopérer avec la dictature de Fidel Castro. Affirmer que son

régime collabore à la bataille contre la drogue est le plus absurde, le plus illogique et le plus incorrect.»

Une dépêche de l'agence espagnole EFE, du 7 juillet, intitulée «Des législateurs républicains proposent d'inscrire Cuba dans le mécanisme de certification de la drogue», affirme ce qui suit :

« Deux leaders républicains de la Chambre de représentants des États-Unis ont proposé d'inscrire Cuba dans le cadre de l'évaluation annuelle que réalise le département d'Etat au sujet des pays qui collaborent à la lutte contre le trafic de drogues.

« Les législateurs Dan Burton, de l'Indiana... » C'est un nom bien connu, qu'on entend souvent, pas en bien, évidemment, parce qu'il est associé à une loi génocide en société avec l'autre, Helms, et vous voyez comment entrent en jeu les grosses huiles, ces représentants et sénateurs associés à la maffia... « et Benjamin Gilman, de New York, auteurs du projet de loi, estiment que Cuba est l'un des principaux pays liés au trafic de drogues international .

« Ce projet de loi coïncide avec des rapports selon lesquels le gouvernement des États-Unis s'apprête à adopter de nouvelles mesures pour alléger l'embargo économique contre Cuba.

« Si le département d'État n'inclut pas Cuba dans son évaluation des pays qui collaborent avec les États-Unis dans la lutte contre la drogue, c'est parce que, selon son interprétation, la loi ne s'applique pas à des pays avec lesquels il n'existe pas d'échanges commerciaux.

« Deux fonctionnaires du département d'État se sont rendus le mois dernier à La Havane pour discuter de projets de coopération éventuels, dont la lutte contre le trafic de drogues.

« La Chambre des représentants a ouvert une enquête sur Cuba et sur le trafic de drogues après que la police colombienne a saisi, en décembre dernier, sept tonnes de cocaïne dont le prétendu destinataire était une compagnie de La Havane ».

Vous voyez comment ces gens-là osent mêler Cuba à cette grossière affaire ! Les États-Unis et l'Europe n'ont même pas été capables d'arrêter des sujets aussi dangereux. Envoyez-les donc à Cuba pour les soumettre à un procès devant nos tribunaux, un procès public, dans la plus totale transparence. Et ne vous effrayez pas, parce que, en fin de compte, les nouvelles sanctions décidées par notre Assemblée nationale n'étaient pas encore en vigueur à cette date-là. Envoyez-les donc et nous allons discuter de ce cas, ici, devant les tribunaux. Mais capturez-les d'abord ! Qui donc les soutient, pour qu'ils n'apparaissent pas ? C'est ici qu'ils ont commis le crime principal, c'est ici qu'ils ont installé leur usine, qu'ils ont surpris la bonne foi du pays, qu'ils ont utilisé notre ouverture économique, à certains investissements, au tourisme, pour tenter d'utiliser notre territoire comme transit du trafic de drogues. C'est ici qu'ils ont installé leur petite usine. On voit par là qu'ils avaient l'intention délibérée, sans l'ombre d'un doute, de faire du commerce de drogues et de trafiquer à grande échelle, puisqu'ils avaient même monté d'autres petites affaires, de type financier, en vue de prêts et d'autres opérations. Nous allons bien voir s'ils se cachent en Europe et s'ils échappent à l'Interpol, ce qui ne doit pas être si facile ! Ce sont des individus bien connus, qui doivent avoir pas mal d'argent. Pourquoi ne les capture-t-on pas ? Ou serait-ce alors qu'on les a envoyés monter une provocation contre Cuba ? Et pour quelle raison ? Ce que nous réclamons, c'est qu'on les capture et qu'on les envoie dans notre pays, car c'est cela qui est juste. Nous avons un droit prioritaire à les juger. C'est ici qu'ils ont installé leur petite usine, ici qu'ils faisaient venir les conteneurs avec des matières premières, ici qu'ils les remplissaient de produits de l'usine et de drogues pour les expédier ensuite en Espagne, ici qu'ils ont commis les principaux crimes : introduire de la drogue, la manipuler, violer les lois, tromper le pays. Qu'on les envoie donc ici pour que nous les jugions. Voilà notre réponse, voilà le défi que nous lançons, un défi à relever. Et que des avocats du monde entier viennent pour les défendre, ou pour assister au procès et vérifier la vérité.

Mais vous voyez en tout cas comment les choses fonctionnent par carambole, les intrigues, les calomnies, les infamies... Je finis la lecture de la dépêche D'EFE :

« Le département d'État nord-américain a toutefois affirmé à ce moment-là qu'il n'existait pas de liens entre la cargaison de drogues et le gouvernement du Président cubain, Fidel Castro ».

En fait, le FBI, la CIA, le gouvernement, tout le monde là-bas sait comment les choses fonctionnent ici, tout le monde le sait parfaitement ! Bien entendu, ça ne les inquiète pas du tout qu'on calomnie Cuba, qu'on dise les pires insanités, qu'on n'arrête pas de tenter de mêler d'une façon infâme des figures de notre pays, des cadres de notre pays, à ce thème répugnant, sans respecter qui que ce soit.

Voyez comment on a utilisé le procès le plus exemplaire qui se soit jamais déroulé pour en faire une source d'intrigues misérables contre Cuba, alors que nous avons donné au monde un exemple de la façon dont il faut couper à la racine toute manifestation, toute tendance à la complicité avec le trafic de drogues.

De plus, nous luttons sans relâche contre quelque chose d'aussi répandu dans le monde que la corruption, dans laquelle un haut dirigeant du parti ou du gouvernement ne peut jamais tomber.

On ne peut aspirer de façon utopique à ce qu'aucune personne ne tombe dans ce genre de faute, mais nous combattons en tout cas tenacement contre elles dans l'appareil administratif du pays et nous ne la tolérerons jamais chez un haut dirigeant politique ou gouvernemental. Cette tranchée, nous ne pouvons la perdre à aucun moment (applaudissements).

Dans ce cas-ci, le département d'Etat connaît parfaitement la vérité et sait que nous avons protesté au moment de cette saisie en Colombie et d'après cette dépêche, il a déclaré l'absence de liens entre la cargaison de drogues et le gouvernement du président cubain Fidel Castro. Je dois dire que celle-ci a été objective et honnête.

Bon, je poursuis la lecture des dépêches de presse, parce qu'elles nous indiquent la conspiration jour après jour. Rappelez-vous que nous avons commencé en mai, et que nous en sommes maintenant au 7 juillet. Ce jour-là, une dépêche de l'AFP en provenance de Washington signalait :

« Le sénateur républicain Dan Burton a présenté le mercredi au Congrès un projet de loi aux termes duquel Cuba serait déclarée comme un «important Etat trafiquant de drogues, car on soupçonne le gouvernement de l'île de servir de complice dans la contrebande de drogues vers les Etats-Unis ».

Une dépêche d'EFE, expédiée le 13 juillet de Washington, affirmait :

« Trois législateurs nord-américains d'origine cubaine - deux républicains et un démocrate - ont accusé aujourd'hui leur gouvernement de 'protéger la tyrannie de Castro, le trafic d'êtres humains', sans parler du trafic de drogues, du blanchiment d'argent et de toute 'une série d'affaires illicites'.

« S'ils ont formulé ces accusations, c'est parce qu'ils estiment que les gouvernements de Washington et de La Havane stimulent le départ de Cubains vers les Etats-Unis au bénéfice économique de Castro.

« Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart, républicains de la Floride, et Robert Menéndez, démocrate du New Jersey, ont exprimé aujourd'hui leur contrariété envers 'l'administration Clinton pour toutes les décisions qu'elle adopte en faveur du gouvernement cubain'.

« Les membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis ont fait ces déclarations à la presse après avoir soutenu une réunion avec des représentants des départements d'Etat et de la Justice et du service des garde-côtes, au sujet des derniers incidents impliquant des balseros cubains dans les eaux de la Floride ».

Comme vous pouvez le constater, les représentants de l'administration les reçoivent à tout moment et pour n'importe quoi, avec tous les honneurs, et leur fournissent toutes sortes d'explications. La dépêche

poursuit :

« Les trois législateurs ont critiqué très durement l'autorisation officielle donnée à des membres de la Chambre de commerce des Etats-Unis de se rendre à Cuba, dans le cadre de la politique de Washington de promouvoir les contacts personnels entre les deux pays ».

L'administration décide de certaines mesures, à la suite de conseils fournis par un organisme bien connu, le Conseil des relations extérieures de New York, pour qu'elle modifie sa politique, qu'elle fasse autre chose, parce qu'il était plus facile de détruire la Révolution par d'autres voies. Voilà le point de départ de ces décisions, ce qui n'est pas nouveau, puisque cela apparaît déjà dans la loi Torricelli : des contacts personnels, de nombreuses relations de peuple à peuple, en ignorant l'Etat et le gouvernement cubains. On a même parlé, subtilement, d'envoyer de l'argent; en fait, que chaque Nord-Américain achète un Cubain ! Mais comme nous ne sommes que dix millions et quelque, tout ce qu'on va obtenir avec ça, c'est d'élever le prix du Cubain, parce qu'il y a un Cubain pour vingt-sept Nord-Américains. Tout ceci est bien connu. On a parlé aux USA de cette politique-là, d'utiliser d'autres tactiques, de renoncer à cette idée d'étrangler le pays par le blocus, de tâcher au contraire d'influer, de corrompre, d'aliéner, de détruire la Révolution du dedans. Ce sont deux lignes qui poursuivent le même objectif, mais la voie pacifique sera toujours préférable, bien entendu, même si nous savons bien que ce que chacun prétend.

Ainsi, la mafia critique très durement cette conception de l'administration, cette 'promotion des contacts personnels'. Elle ne veut aucune visite de qui que ce soit chez nous. Elle est contre les accords migratoires, contre les accords antidrogues, absolument contre n'importe quelle tactique différente vis-à-vis de Cuba, contre n'importe quelle initiative différente, quel que soit l'intention ou l'intérêt du gouvernement des Etats-Unis. Elle ne prône uniquement, et toujours, que les mesures extrémistes, la provocation d'un conflit, voire d'une guerre, à plus forte raison ces derniers mois, parce qu'elle est stimulée par les événements qui ont eu lieu en Yougoslavie, et elle rêve de voir notre pays soumis à une opération similaire.

Je poursuis la lecture de la dépêche du 13 juillet :

« Le législateur a suggéré que Washington devrait, pour freiner les manigances de Castro, menacer Cuba d'empêcher l'arrivée de pétrole dans l'île et de recourir à d'autres mesures de pression ».

Voyez un peu à quel point les visées des manigances que je suis en train de démasquer ici sont léonines ! Ou félines...

Selon Lincoln Díaz-Balart, «ce que l'on constate en fin de compte entre les Etats-Unis et Cuba [écoutez bien ça !], c'est une convergence d'intérêts entre les idéologues de gauche dirigés par Samuel Berger [conseiller à la sécurité nationale] depuis la Maison-Blanche et les capitalistes ventripotents».

Vous avez écouté ça ! On dirait le langage d'un brillant élève de l'Ecole Níco López [l'école du Parti communiste de Cuba] ! «Convergence d'intérêts entre des idéologues de gauche dirigés par Samuel Berger depuis la Maison-Blanche et les capitalistes ventripotents» !

Le lendemain, 14 juillet, l'AFP informe depuis Washington :

« Des législateurs anticastristes du Parti républicain ont mis en garde la Maison-Blanche, ce mercredi-ci, devant le fait que toute coopération antidrogues avec Cuba constituait de leur point de vue une violation des lois nord-américaines ».

C'est tout juste s'ils ne menacent pas le président d'emprisonnement !

Jesse Helms, président de la commission des Relations extérieures du Sénat, et son homologue de la Chambre, Ben Gilman, ont demandé dans une lettre à Bill Clinton « d'instruire tous les fonctionnaires de s'abstenir de fournir à La Havane des renseignements relatifs au trafic aérien dans le cadre de la

coopération antidrogues.

« Fournir ce genre d'informations, selon les législateurs, exposerait ces fonctionnaires à une responsabilité criminelle au cas où les Cubains abattraient des avions civils ».

Une forte campagne était déjà en cours, comme vous pouvez le constater.

Le 22 juillet - faites bien attention à la date - Le Diario de las Américas publie un article intitulé «Un trafiquant de drogues payait les dépenses d'espions cubains infiltrés» et signé par le journaliste Santiago Arocha :

« Les personnes arrêtées par le FBI à Miami, en septembre dernier, et accusées d'espionnage en faveur de Cuba recevaient de l'argent d'un trafiquant de drogues condamné par la justice nord-américaine, selon ce qu'indiquent des documents de la cour fédérale du district Sud de la Floride en possession de ce journal ».

Voyez un peu comment ces gens-là amalgament la question du trafic de drogues et un procès ouvert contre des citoyens d'origine cubaine accusés d'espionnage en faveur de Cuba et autour duquel on a fait un grand battage. Quand j'étais à Porto, j'en ai parlé dans une longue interview à la CNN retransmise à toute la population. Et c'est juste maintenant qu'on tente de mêler ce cas avec un prétendu financement de ces citoyens par un trafiquant de drogues. Ces gens-là n'arrêtent pas d'inventer, de s'efforcer d'amalgamer espionnage et drogues, pour faire du scandale, pour effrayer et tromper l'opinion publique, pour intimider le gouvernement nord-américain. Quand ce scandale sur l'espionnage a éclaté, Cuba a exprimé sa position en toute clarté et de la façon la plus objective. Mais c'est dans le cadre de la campagne actuelle qu'ils ont eu l'idée de greffer cet épisode sur le trafic de drogues.

L'article poursuit :

« Tout en acceptant les fonds d'une personne condamnée pour avoir importé cent cinquante kilos de cocaïne, les agents critiquaient les 'vices sociaux et les énormes déformations des Etats-Unis' dans leurs communications avec La Havane ».

Il n'est pas du tout étrange que quelqu'un y parle de vices sociaux et d'énormes déformations, parce que ceux qui agissent en maîtres des Etats-Unis ont transformé la «Petite Havane» de Miami en Sodome et Gomorrhe.

Enfin, et ceci est très important, The Miami Herald a publié le 23 juillet, voilà à peine trois jours, un article intitulé «Examen des liens de Cuba avec les trafiquants de drogues» et signé par un journaliste connu, Juan O. Tamayo :

« L'administration Clinton vient d'ordonner une révision minutieuse des liens existant censément entre Cuba et le trafic de drogues, en réaction aux violentes critiques à laquelle elle a été soumise quand elle s'est efforcée d'élargir la coopération avec le gouvernement de l'île contre ce trafic.

« Selon de hauts fonctionnaires de l'administration, l'essentiel de l'enquête consistera en 'une révision de toutes les sources de renseignements' ou en un réexamen de toutes les données relatives à Cuba d'une demi-douzaine d'agences gouvernementales, depuis l'agence antidrogues (DEA) jusqu'à la CIA.

« Ces fonctionnaires ont aussi indiqué que le département de la Justice avait reçu des instructions d'étudier les preuves réunies par un juge d'instruction fédéral qui avait été, en 1993, sur le point de présenter des accusations contre le frère de Fidel Castro ».

Sur le point de formuler des accusations ! Faire la moindre imputation dans ce domaine à Raúl, quelqu'un connu on ne peut mieux pour sa rectitude tout au long de sa vie politique et révolutionnaire,

est tout bonnement répugnant !

« Les avocats du département d'Etat ont aussi été invité à réexaminer si le transit de drogues dans les eaux et l'espace aérien de Cuba suffisait à inscrire celle-ci sur la liste des pays considérés comme des points de trafic importants des drogues qui aboutissent aux USA, la dite «liste principale».

« Cet examen, dont on espère qu'il sera conclu en octobre [voyez un peu, en octobre !], a stoppé les efforts que vient de consentir le gouvernement nord-américain pour élargir les contacts relatifs à l'interception du trafic de drogues avec le gouvernement de Fidel Castro, et qui avaient même compris une réunion sans précédent, ce mois-ci, entre fonctionnaires étasuniens et cubains».

C'est tout simple. Les individus en question, avec leurs piailleries, leurs scandales, leur insolence, commencent à déstabiliser l'administration qui doit très bien savoir ce qu'elle fait et être parfaitement au courant, mais alors on ne peut mieux être au courant des réalités cubaines. Elle pourrait d'ailleurs demander à certains des pays qui sont ses alliés ce qu'ils savent vraiment de la réalité cubaine en matière de drogues. Oui, mais voilà, les autres crient comme des sourds, recourent aussitôt au chantage pour exercer des pressions sur le président, pour le faire hésiter, pour qu'il prenne une mesure, ne serait-ce qu'un réexamen, une enquête, brasser de nouveau des papiers, et quelque chose qui est vraiment important pour la société nord-américaine devra attendre au moins jusqu'en octobre !

Oh ! nous comprenons très bien ce qu'il se passe : la période électorale arrive, et la politicaillerie s'en mêle, comme toujours, les voix de ceux-ci et de ceux-là dans tel Etat et dans tel autre, et si ces voix peuvent décider d'une élection présidentielle, puisqu'un Etat comme la Floride compte tant de voix, tant de points, ou alors la question si essentielle de gagner dans les grands Etats. Des calculs et toujours des calculs. Et ces calculs, les politiciens de là-bas commencent à les faire dès le jour où ils pensent ou rêvent à l'idée d'aspirer à la présidence. Oui, des tas d'intérêts politiques ! Parce que je ne peux pas dire que ce soit de intérêts politiques, parce que, de notre point de vue, la politique est quelque chose de plus décent, de plus courageux, de plus propre, de plus transparent. Mais ces gens-là, non : ce sont des esclaves de leur propre démagogie, de leurs propres méthodes.

Pour répondre à leurs piailleries, la Maison-Blanche leur dit : du calme, du calme, nous sommes vos amis les plus solides et les plus chers, et elle stoppe ce qu'elle était en train de faire. Elle a décidé d'envoyer des fonctionnaires, ne serait-ce qu'en vue de premiers contacts d'exploration. Elle sait ce que signifie la coopération de Cuba, elle connaît Cuba et ses gens, elle les connaît bien, parce que nous sommes le seul pays au monde qui a été capable d'arrêter radicalement le seul et exceptionnel cas connu en quarante ans de Révolution de personnes ayant des responsabilités importantes mêlées à un trafic de drogues. Oui, elle le sait bien. Et c'est, ce comportement de Cuba qui lui convient, et qui est utile aux Etats-Unis, à la société nord-américaine, aux enfants, aux adolescents et aux jeunes qui sont victimes du trafic de drogues.

Oui, mais voilà, pour les politicards de là-bas, il y a des choses bien plus importantes que ça : les voix, ou alors un siège de représentant ou de sénateur, j'en passe et des meilleures. C'est la vérité !

Ainsi donc, comme le dit la dépêche de presse, les efforts en vue d'une coopération s'interrompent. En fait, je l'avais bel et bien annoncé au législateur qui m'a rendu visite, dans la première quinzaine de juin : Il est stupide qu'il n'y pas d'accord souscrit par peur des criailleries de Miami. Et voyez ce qu'il s'est passé en juillet !

Mais ce n'est pas tout. Vous allez voir. Le vendredi 23 juillet, notre Office d'intérêts à Washington reçoit une enveloppe provenant du bureau du sénateur Helms et contenant la copie d'une lettre que lui-même et le représentant Benjamin A. Gilman, avaient adressé au président Bill Clinton, le 13 juillet 1999, et qui commence comme suit :

« Cher monsieur le Président,

« Nous vous écrivons au sujet d'une notion qui prend toujours plus de force: que les Etats-Unis pourraient coopérer avec le régime castriste à Cuba en matière de lutte antidrogues.

« Monsieur le Président, nous tenons à insister personnellement sur le fait que les Etats-Unis doivent consentir absolument tous les efforts pour contrer l'invasion de drogues illégales. Néanmoins, s'agissant de Cuba, nous espérons que cette coopération servira à autre chose qu'à permettre au régime castriste de détourner l'attention du fait que, depuis le début des années 80, plusieurs de ses hauts fonctionnaires ont été à maintes reprises accusés devant des tribunaux fédéraux des Etats-Unis de conspirer pour introduire illégalement de la cocaïne dans notre pays.

« Mais la but de notre lettre est plus concret. Des fonctionnaires du département d'Etat et des services de garde-côtes nous ont informés avoir fourni d'une manière habituelle des données provenant des repérages des radars aux autorités cubaines au sujet d'avions suspects se dirigeant vers le territoire cubain. Nous savons en fait que ces départements ont proposé l'établissement de communications téléphoniques directes avec le régime castriste en vue de lui fournir plus vite ces renseignements.

« Or, il nous semble que ce partage de renseignements ne peut que susciter de sérieuses inquiétudes quand on l'analyse à la lumière des lois pénales applicables en l'occurrence aux termes du Mémorandum du 17 juin 1994 soumis par le ministre adjoint de la Justice, Walter Dellinger, au vice-ministre de la Justice, Jamie Gorelick.

Ils avancent ensuite, sur trois longues pages, des arguments démagogiques, bourrés de sophismes et de mensonges, pour conclure la lettre d'une façon retorse et menaçante :

« Nous vous saurions gré de faire réviser toutes les activités de partage d'informations avec le régime castriste et d'expliquer dans quelle mesure elles ne sont pas prohibées aux termes des arguments du Mémorandum Dellinger. Nous espérons que vous instruirez les fonctionnaires nord-américains pour qu'ils désistent et cessent de partager ces informations avec le régime cubain et qu'ils y renoncent jusqu'à ce que vous vous soyez assuré qu'ils ne s'exposent pas, ce faisant, à une responsabilité pénale partagée.

C'est ce même jour, le 23 juillet, qu'El Nuevo Herald publie la nouvelle ayant trait au réexamen de toutes les sources de renseignements, une nouvelle qu'il connaissait sans l'ombre d'un doute en raison de ses relations avec la mafia contre-révolutionnaire cubaine, elle-même étroitement liée à l'extrême-droite au Congrès des Etats-Unis. Et ce n'est pas un hasard que ce soit ce même jour que l'enveloppe contenant une copie de la lettre adressée à Clinton le 13 juillet arrive à notre Office d'intérêts. Ces gens avaient reçu une réponse de la Maison-Blanche après le 20 juillet et étaient parvenus à leurs fins : paralyser les démarches que commençait à entreprendre l'administration en vue d'une lutte antidrogue plus efficace, renvoyer à plusieurs mois une décision dans ce sens. L'histoire habituelle, comme je vous l'ai expliqué : face à la moindre initiative sensée et constructive de l'administration nord-américaine, ces gens-là se mettent à pousser des cris d'orfraie, à semer l'hystérie, à recourir au chantage, parce que cette mafia agit comme si les Etats-Unis lui appartenait, obtenant des gestes de conciliation qui affaiblissent ou ajournent des décisions allant dans le sens d'une politique plus correcte et mieux adaptée aux intérêts mêmes de ce pays.

Mais, là encore, ce n'est pas tout. Ainsi, le 25 juin, un mois après la publication des articles du Washington Post, le représentant Charles B. Rangel présente un projet de loi devant la commission des Relations extérieures, en vue d'«autoriser le directeur de l'Office chargée de la politique nationale de contrôle des drogues à engager des négociations avec des représentants du gouvernement cubain en vue de favoriser une coopération accrue entre Cuba et les Etats-Unis dans le cadre des efforts de prohibition de la drogue».

La tête de chapitre 1 de ce projet affirme, entre autres, ce qui suit :

« L'abus des drogues illicites constitue une question de sécurité nationale qui concerne toutes les

régions, tous les groupes économiques, toutes les races et toutes les religions des Etats-Unis.

« La criminalité associée à l'abus des drogues coûte à l'économie nord-américaine au moins 5 milliards de dollars par an.

« Au moins 30 p. 100 des drogues illicites entrant aux Etats-Unis passent par la région caribéenne.

« Le flux de drogues illégales à travers la région caribéenne ne peut être stoppé sans la coopération du gouvernement cubain.

« De nombreuses autorités judiciaires des Etats-Unis ont fait état de la nécessité d'une coopération accrue avec le gouvernement cubain en la matière».

Une semaine à peine après la présentation de ce projet, le sieur Burton - de triste mémoire - représentant de l'Indiana, soumet en son nom et au nom du sieur Gilman un autre projet de loi rédigé comme suit :

« Déterminer que Cuba est un important pays de transit de drogues aux termes de la section 490 (h) de la Loi d'aide étrangère de 1981.

« Qu'il lui soit donné force de loi par le Sénat et la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique assemblés en Congrès ».

Cette loi peut être citée comme Loi de 1999 sur le trafic de drogues cubain.

Ce projet, d'une façon tout à fait rusée et cynique qui ressemble plus à une intrigue sinieuse qu'à une loi, fixe ce qui suit :

« EXCEPTION : La sous-section a) n'entrera pas en vigueur si le Président détermine, à partir d'évidences péremptoires, qu'aucune portion substantielle des 7,2 tonnes métriques de cocaïne saisies le 3 décembre 1998 à Cartagène (Colombie) n'était destinée à transiter, directement ou indirectement, en direction des Etats-Unis à travers Cuba.

Ce même 1er juillet, un certain Smith, représentant ultra-conservateur du New Jersey - l'Etat de Torricelli, de Bob Menéndez et d'un quartier général de la Cosa Nostra - présente en son nom et au nom de Mme McKinney, un autre projet de loi en tant qu'amendement au projet de loi d'autorisation des dépenses du département d'Etat pour l'exercice 2000, rédigé comme suit :

« Section 202. Rapport sur le trafic de drogues cubain.

« Dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la promulgation de la présente Loi, puis, tous les cent quatre-vingts jours, le secrétaire d'Etat présentera aux commissions du Congrès pertinentes un rapport non confidentiel (mais avec une annexe confidentielle) sur l'ampleur du trafic de drogues international à partir de Cuba, à travers elle ou au-dessus d'elle. Chaque rapport devra inclure ce qui suit:

« 1) Dans quelle mesure le gouvernement cubain, ou tout fonctionnaire ou employé, ou toute entité du gouvernement cubain a été impliqué dans ledit trafic, l'a facilité ou l'a toléré.

« 2) Dans quelle mesure les organismes pertinents du gouvernement des Etats-Unis ont enquêté sur ces activités du gouvernement cubain, ou de tout fonctionnaire ou employé, ou de toute entité du gouvernement cubain, et les ont poursuivies.

« 3) Dans quelle mesure le gouvernement cubain devrait être inclus dans la liste des nations considérées comme d'importants pays de trafic de drogues ».

Résumons. Le 25 juin M. Rangel, représentant de New York, présente son projet de loi en faveur de la coopération avec Cuba dans la lutte contre la drogue. Aussitôt, le 1er juillet, quatre représentants du New Jersey, à savoir Burton et Gilman, et Smith et McKinney, étroitement liés à la Fondation nationale cubano-américaine qui finance largement leurs campagnes électorales, surtout celles des deux premiers, présentent deux projets de loi, dont l'un sous la forme d'un amendement à une loi d'autorisation de dépenses qui presse, en se fondant sur des mensonges absolus, sur des arguments et des procédés cyniques, et établissent de grossières entraves légales à toute forme de coopération dans la lutte contre la drogue.

Quand les alliés de la mafia cubano-américaine au Congrès, experts en magouilles légales, veulent aller vite, ils présentent, non un projet de loi à part qui exige des procédures prolongées et prend du temps, mais un amendement à une loi importante dont l'adoption ne peut prendre de retard et que les législateurs, parce qu'elle est très volumineuse et bourrée de détails, votent bien souvent sans même la lire.

Nous allons voir ce que va faire l'administration. Mais vous comprenez, n'est-ce pas, que ce pays-là est plein de contradictions, qu'il est un vrai chaos. Quelqu'un présente à un moment donné un projet constructif, et aussitôt la mafia et ses alliés en soumettent deux, en recourant en plus au mécanisme de l'amendement. Rangel, quelqu'un de digne et d'honnête, présente son projet de loi indépendant, et les autres recourent au truc vieilli et discrédité des amendements.

C'est quand vous analysez toutes ces idioties, quand vous analysez la lettre des sieurs Helms et Gilman au président des Etats-Unis et tout le reste que je vous ai raconté que vous pouvez mieux apprécier avec combien d'immoralité, de fausseté et de démagogie on impose des lois et des amendements contre notre pays aux Etats-Unis.

Il ne fait pas de doute que Cuba, du fait de sa position géographique, est actuellement le point le plus stratégique du continent dans la lutte contre le trafic de drogues. Ainsi, le canal des Bahamas, compte tenu de sa proximité aux côtes des Etats-Unis, est devenu la zone favorite des trafiquants quand ils veulent faire arriver leurs cargaisons de drogues aux côtes de ce pays-là. Les avions larguent leurs cargaisons aux abords de cette route où elles sont récupérées par des vedettes rapides à trois moteurs qui filent presque cent kilomètres/heure. Des opérations similaires se réalisent entre ces vedettes rapides et des bateaux de port moyen. Et ces vedettes échappent presque toutes, exactement comme celles qui trafiquent avec des migrants. Voilà pourquoi le trafic international de drogues dans les eaux de cette zone a pris de l'essor ces derniers temps.

Ainsi, durant le premier semestre de 1999, les paquets de drogues ayant abouti sur la côte Nord de Cuba le long de ce canal ont dépassé 4 539 kilos - il s'agit des paquets qui vont à la dérive et arrivent sur nos côtes - soit une augmentation de 60 p. 100 par rapport à la même période de 1998, soit encore déjà plus que les 4 484 kilos récupérés pendant toute l'année dernière. Voyez un peu cette augmentation dans cette zone de la Caraïbe que les trafiquants de drogues ont choisi comme leur zone de prédilection!

Du caye Confites, au nord de Cuba, on aperçoit le phare d'une des îles des Bahamas. Ce qui explique pourquoi on ne peut contrôler d'une façon vraiment efficace cette longue route qu'en collaboration étroite avec Cuba.

J'ai ici un rapport de quarante et une pages en petits caractères et à un seul espace, rédigé par la Division nationale antidrogues et par la direction des troupes garde-frontières sur les principaux cas de trafic de drogues internationaux interceptés par Cuba dans les années 90, quarante et une pages qui recensent année après année, mois après mois, toutes ces opérations, dont beaucoup se sont déroulées au nord de Cuba.

Aucun pays n'a jamais fait ce que nous avons fait, nous, et dans le plus grand désintéressement. Nous nous en réjouissons, et ça me paraît un bon moment pour le dire : le corps diplomatique accrédité dans

notre pays, dont des amis des Etats-Unis en Europe et ailleurs, invité à ce meeting pourra ainsi se faire une idée de ce qu'il reste de sagesse, de morale, de bon sens, voire de patriotisme, à de nombreux dirigeants politiques dans ce pays-là.

Voilà les preuves, et elles sont irréfutables. Et nous en discutons n'importe où, avec n'importe qui ! Aucun pays n'a plus de morale ni n'est plus capable de défendre sa vérité ! (Applaudissements.) Aucun pays n'a une conduite aussi transparente pour pouvoir faire face aux pièges, aux inventions diaboliques, aux conspirations, aux crétineries, à l'arrogance, à la suffisance ! Aucune des mesures proposées contre nous ne nous fait peur. La nouvelle qu'un météorite fonce tout droit sur la Terre ne nous ferait même pas peur (applaudissements). Il y a belle lurette que notre peuple a appris à n'avoir peur de rien ni de personne.

Je tiens à conclure sur la déclaration suivante : en sabotant un accord entre Cuba et les Etats-Unis en vue de la lutte contre le trafic international de drogues, comme il en existe un contre le trafic de migrants, le sénateur Helms, les représentants Burton, Gilman, Smith et certains autres des dix ou douze législateurs associés à la Fondation nationale cubano-américaine, deviennent objectivement les plus grands alliés du trafic de drogues. C'est la réalité. Contre qui vont ces mesures ? À qui font-elles du tort ? À qui portent-elles préjudice ? Ils sont entièrement responsables pour une bonne part des centaines de tonnes de différentes drogues qui aboutissent aux mains de millions d'adolescents et de jeunes Nord-Américains ou autres victimes du terrible fléau de la toxicomanie, car une collaboration sérieuse, responsable et efficace entre Cuba et les Etats-Unis permettrait d'intercepter une part importante de ces drogues.

Si je me laissais emporter, comme eux, par la frustration et la stupidité, je dirais qu'ils touchent de l'argent des trafiquants de drogues. Je pense toutefois, calmement, que c'est la démagogie, de pair avec des intérêts politiques bâtards et la haine d'un peuple qu'ils veulent détruire par leur guerre économique et leurs lois génocides, mais qu'ils n'ont pas pu faire plier, qui les entraîne à une telle bassesse ! (Applaudissements.)

McCaffrey est un militaire de carrière qui a donc censément des connaissances de tactique et de stratégie. Il n'est donc pas étonnant qu'il réagisse de la sorte, parce qu'il sait qu'on ne peut gagner une bataille quand on a un flanc aussi vulnérable, à plus forte raison quand on vous empêche d'opérer sur ce flanc. Il doit aussi comprendre, comme de nombreuses personnes intelligentes aux Etats-Unis commencent à le discerner, que si la Révolution et les valeurs morales qu'elle a instaurées à Cuba étaient détruites - ce qui est quelque chose d'impossible, soit dit en passant - cette île-ci deviendrait le centre le plus dangereux de corruption, de jeux, de trafic de drogues et de criminalité au monde, ce qui serait bien pire qu'un système politique, économique et social si haï par l'extrême-droite des Etats-Unis, mais qui a été capable, malgré la guerre politique et économique cruelle et sans pitié que lui livre la nation la plus puissante qui ait jamais existé, de donner au peuple l'indépendance totale, la santé, l'éducation, la culture, la dignité, de forcer l'admiration et la solidarité du monde par sa lutte héroïque (applaudissements). Et si je mens, alors que le dise le vote quasi unanime des Nations Unies contre le blocus imposé à Cuba !

Pour l'instant, la mafia de Miami et ses alliés les plus rétrogrades au Congrès sont parvenus, -- grâce à ce réexamen dont leur a fait cadeau l'administration et dont on connaît d'avance les résultats, parce que les institutions de ce pays auxquelles on confiera cette tâche superflue devront, rien que par simple respect d'elles-mêmes, dire la vérité-- à reculer de plusieurs mois quelque chose d'aussi nécessaire, indispensable et bénéfique à la société nord-américaine que la coopération dans la lutte contre le trafic de drogues international.

Oui, il est sûr que ces institutions, pour préserver leur prestige professionnel, ne se laisseront pas bernier par des contes à dormir debout et des affabulations sans scrupules. Tout au long de ces quarante ans, il n'existe pas l'ombre d'une preuve sur laquelle se fonder. Et elles devront tirer leurs propres conclusions. Je ne crois pas que l'administration les soumette à des pressions parce qu'elle souhaitait faire quelque chose de constructif et de positif dans ce domaine, quelque chose d'utile au

peuple nord-américain.

S'il se mettait en place une coopération sérieuse, on pourrait même quantifier les quantités de drogues éventuellement récupérables. Et cette coopération est la seule solution possible. Notre île s'étend sur plus de 1 200 kilomètres entre le canal du Yucatan et la mer étroite qui la sépare d'Haïti. Et elle est le seul point d'où l'on peut vraiment contrôler les eaux internationales et sa propre zone maritime au sud des Bahamas, des îles très dispersées qui, compte tenu de leur proximité des côtes nord-américaines, se prêtent le mieux du point de vue géographique aux activités des trafiquants de drogues. De toute façon, nous n'agissons pas seulement contre le trafic de drogues à destination des Etats-Unis: nous coopérons en général dans cette lutte contre la drogue avec la communauté internationale et avec tous les pays avec lesquels nous avons signé des accords de lutte tous azimuts.

A qui cette opposition convient-elle, qui y gagne et qui y perd, vraiment ? Les arrivages de drogues sur nos côtes nous font du tort, oui, je l'ai dit, mais nous sommes en train de prendre des mesures et de travailler auprès des pêcheurs et des habitants de ces endroits-là pour les exhorter à coopérer. C'est un travail intense, assurément, mais notre pays est un pays organisé, discipliné, où les masses répondent toujours. Et c'est avec elles que nous faisons face à un autre problème délicat : la conspiration de la mafia pour détruire les accords migratoires. Et nous savons très bien ce qu'elle vise, cette mafia, quelle est sa cible : provoquer un conflit entre les Etats-Unis et Cuba. Oui, c'est ça son espoir, son rêve, comme la seule manière de détruire une Révolution que personne ne pourra jamais liquider.

Rappelez-vous ce qu'avait dit Maceo au sujet de celui qui tenterait de s'emparer de Cuba. Qu'est-ce qu'il recueillerait ? (Réponses de : «La poussière de son sol baignée de sang, s'il ne périt pas dans la bataille» !)

Les apatrides, eux, rien de tout ça ne leur importe. Eux, et ceux qui les ont toujours soutenu, continuent de rêver, de nous sous-estimer, comme tant et tant de fois. Voilà quarante ans qu'ils sous-estiment notre pays. Ils nous ont sous-estimé quand ils ont pensé qu'avec des guerres secrètes, ils allaient nous démoraliser; ils nous ont sous-estimé quand ils ont cru qu'à peine débarqués dans la baie des Cochons, le peuple allait se soulever, ce peuple qui les a justement écrasés en un rien de temps; ils nous ont sous-estimé quand ils ont cru, après l'effondrement du camp socialiste et la désintégration de l'URSS, que la Révolution s'écroulerait. Et pourtant, elle est là, et bien là ! Et avec elle ce peuple tenace et courageux qui s'est réuni une nouvelle fois en ce 26 juillet pour fêter le quarante-sixième anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada ! (Applaudissements.)

Une mesure aussi sensée et simple que celle que la mafia contre-révolutionnaire d'origine cubaine et ses alliés au Congrès tentent de saboter serait peut-être plus rentable qu'une bonne partie des 17 milliards de dollars que les Etats-Unis dépensent chaque année dans la lutte contre les drogues.

Si seulement cette moitié des électeurs nord-américains qui ne s'abstiennent pas de voter pouvez vraiment le savoir et en tenir compte ! Oui, un jour, le peuple nord-américain finira par prendre pleinement conscience de ces réalités.

Cuba, elle, poursuivra imperturbable sa marche sur la voie ouverte en cet inoubliable 26 juillet 1953 (applaudissements).

Versiones Taquigráficas - Consejo de Estado

URL de origen: <http://www.comandanteenjefe.biz/es/node/18109?height=600&width=600>

Enlaces

[1] <http://www.comandanteenjefe.biz/es/node/18109>